

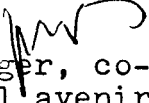


la société
nationale
des québécois
richelieu

C.P. 1208
Sorel (Québec)
J3P 7L5

607 M

Le 27 février 1991


M. Michel Bélanger, co-président
Commission sur l'avenir du Québec
690, Grande-Allée Est
3^e étage
Québec (Québec)
G1R 2K4

COMMISSION SUR
L'AVENIR DU QUÉBEC

'91 MAR -5 11:06

Monsieur,

REÇU

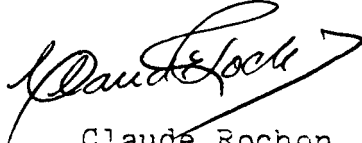
Nous désirons vous soumettre le fruit de nos réflexions sur la présente crise constitutionnelle.

Sans prétendre détenir la clé de l'énigme, nous pensons avoir découvert une piste qu'il y aurait lieu d'explorer plus à fond. Le mérite de notre proposition, croyons-nous, est qu'elle pourrait satisfaire à la fois les tenants des deux principales thèses défendues devant la Commission Bélanger-Campeau, la souveraineté nécessaire et la souveraineté si nécessaire, tout en permettant à la population d'adhérer sans ambiguïté à l'une ou à l'autre de ces deux options.

Vous trouverez ci-joint l'énoncé de notre proposition, suivi du texte de la résolution adoptée à ce sujet par notre organisme le 25 février dernier.

Espérant que notre suggestion pourra être de quelque utilité et vous remerciant de l'attention que vous y accorderez, nous vous prions de croire en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président,


Claude Rochon



la société
nationale
des québécois
richelieu

C.P. 1208
Sorel (Québec)
J3P 7L5

La solidarité sans précédent qui unit présentement les Québécois face au Canada anglais offre aux libéraux et aux péquistes une occasion exceptionnelle de faire front commun dans un référendum. Une telle coalition donnerait, à n'en pas douter, une victoire retentissante du Oui à la souveraineté qui placerait le Québec en position de force dans quelque négociation que ce soit avec Ottawa. Pour ce faire, il faudrait donc profiter de la remontée nationaliste et s'entendre sur une question qui ne laisse aucun doute quant à l'acceptation par les Québécois de l'avènement de la souveraineté. Stratégiquement, ce serait le geste à poser quel que soit l'objectif de la négociation. En effet, comme le syndicat exécute à sa discrétion le vote de grève qu'il a reçu, le gouvernement pourrait exécuter à sa discrétion le mandat qui lui aurait été donné de faire accéder le Québec au statut de pays souverain.

Ce qui pourrait signifier, par exemple, si l'on s'en rapporte au discours actuel des deux partis: le plus tôt possible pour un gouvernement péquiste et plus tard si nécessaire pour un gouvernement libéral. D'où il ressort quand même que si un référendum s'impose, il ne suffit pas. Pour donner à la consultation populaire tout son sens, il faudrait, en plus du référendum, une élection générale. Un scrutin mixte, jumelant référendum et élection, permettrait en effet aux Québécois non seulement de se prononcer pour la souveraineté, comme tous les sondages leur en prêtent l'intention, mais aussi et surtout de se prononcer soit pour la souveraineté immédiate soit pour la souveraineté éventuelle.

Le gouvernement actuel doit de toute façon en appeler au peuple, n'ayant pas le mandat de négocier une transformation aussi radicale du fédéralisme que ce qu'il paraît envisager. Par ailleurs, tant qu'il n'aura pas tenu de référendum sur la souveraineté, il ne pourra non plus prétendre qu'il a l'appui de la population pour déclarer l'indépendance advenant l'échec des négociations. Un référendum largement victorieux lui est donc indispensable tout comme il serait indispensable au P.Q. pour pouvoir rompre le lien fédéral.

Si les deux partis tiennent à leur crédibilité, ils doivent avoir le courage de leurs opinions et aller sans délai en référendum obtenir l'accord de principe de la population. Ce vote référendaire serait en effet un vote de principe pour fin de négociation mais il serait doublé d'un vote électoral qui serait, lui, un vote exécutoire venant préciser le mandat des négociations à entreprendre.

R É S O L U T I O N

CONSIDÉRANT l'importance stratégique pour le Québec d'être solidaire face à Ottawa;

CONSIDÉRANT la possibilité d'un accord tactique entre les deux principaux partis sur le principe de la souveraineté;

CONSIDÉRANT la conjoncture exceptionnellement favorable à un référendum sur la souveraineté;

CONSIDÉRANT les objectifs différents des deux partis quant aux négociations à entreprendre;

CONSIDÉRANT le besoin pour les négociateurs québécois d'un mandat clair de la population;

CONSIDÉRANT la nécessité d'une élection pour donner au vote référendaire son sens véritable;

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES QUÉBÉCOIS RICHELIEU PROPOSE que, pour dénouer l'impasse constitutionnelle, soient tenus au Québec, simultanément et dans les plus brefs délais, un RÉFÉRENDUM sur le principe de la souveraineté pour que la population affirme sa solidarité face à Ottawa et une ÉLECTION GÉNÉRALE pour qu'elle choisisse en même temps le gouvernement qui donnera à ce référendum les suites que la majorité désire;

Que copie de cette résolution soit acheminée aux chefs du parti libéral, du parti québécois et du bloc québécois ainsi qu'à leurs représentants dans le comté de Richelieu, aux co-présidents de la Commission Bélanger-Campeau, au Mouvement national des Québécois et à ses sociétés affiliées.